Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2021-724** **29/09/2021**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidatures : 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de conducteur.ice de travaux
Date limite de candidature : 30/10/2021

Institut national de l'information géographique et forestière :

- 1 poste Ingénieur.e d'études
Date limite de candidature : 31/10/2021

Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Arabie saoudite
Date limite de candidature : 29/10/2021

FranceAgrimer :

- 1 poste de chef.fe d'unité
Date limite de candidature : 29/10/2021

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé de projet
Date limite de candidature : 31/10/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Agence de services et de paiement - 2 rue du Maupas 87040 Limoges cedex 1
Secrétariat Général - Direction financière, juridique et logistique (DFJL)

CONDUCTEUR-TRICE DE TRAVAUX IMMOBILIERS

N° du poste : L13053 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet	**GROUPE RIFSEEP : 1**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Rattachée au Secrétariat général, la Direction financière, juridique et logistique (DFJL) intervient dans les domaines suivants : l'élaboration l'exécution et le pilotage du budget ; la politique d'achat et les procédures marchés publics ; les réponses aux appels d'offre en tant que prestataire ; la politique immobilière, les travaux et la logistique des 35 sites de l'ASP. Le poste est positionné au sein du secteur "Patrimoine et Service" du service "Logistique et Patrimoine" de la DFJL. Ce secteur a la responsabilité de la gestion du patrimoine immobilier de l'ASP, d'assurer le montage et la maîtrise d'ouvrage des opérations immobilières, de définir la stratégie d'entretien et de rénovation des bâtiments, de piloter et d'optimiser la maintenance des sites.
Objectifs du poste	Le ou la conducteur-trice de travaux immobiliers : - Participe aux projets immobiliers de l'ensemble des sites ASP (aménagement, réhabilitation) et conduit les travaux nécessaires à leur mise en œuvre - Contribue au maintien en condition opérationnelle des bâtiments et équipements (maintenance préventive et corrective) ainsi qu'à leur adaptation aux besoins de l'activité - Veille à la sécurité des personnes et des biens
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le (la) titulaire sera amené(e) à : - Estimer, planifier et gérer, techniquement et financièrement, un projet immobilier, de l'expression de besoin tous corps d'Etat (TCE) à sa réception, incluant les opérations d'accompagnement aux aménagements et déménagements. - Instruire et suivre les différentes phases des opérations immobilières (Expression de besoin, programme, AVP, PRO, DCE, conduite de chantier, mise en exploitation, maintenances ultérieures) - Rédiger ou contribuer à la rédaction, à l'analyse et à la synthèse des cahiers des charges techniques. - Contribuer à l'élaboration des programmes annuel et pluriannuel d'entretien des bâtiments. - Suivre et mettre en œuvre les contrôles techniques périodiques réglementaires et les remises en conformité

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Assurer un conseil en matière d'hygiène et sécurité dans le domaine batimentaire

Déplacements sur les sites à prévoir dans le cadre des opérations immobilières
Astreintes occasionnelles au siège Limoges en week-end
Suppléance ponctuelle pour le pilotage de la logistique du siège Limoges</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne ASP : toutes les directions du siège et les directions régionales
En externe ASP : les fournisseurs, les entreprises, toutes les administrations liées aux missions</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs

Réglementation en matière de construction, d'hygiène et sécurité
Techniques des différents corps de métiers du bâtiment
Méthodologie de conduite de projet
Réglementation des marchés publics
Maîtrise des outils bureautiques</td><td>Savoir-faire

Capacité d'analyse et de synthèse
Sens de l'organisation, anticipation, réactivité
Savoir travailler en autonomie tout en sachant rendre compte
Sens des relations humaines et du travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Vanessa MARECHAL Chef du Service Logistique et Patrimoine
Tel : 05 55 12 05 64 – courriel : vanessa.marechal@asp-public.fr

Jérôme SUBILEAU Chef du secteur Patrimoine et Services
Tel : 05 55 12 05 84 – courriel : jerome.subileau@asp-public.fr

Carole BEYSSAC DRH/SEEC Conseillère en recrutement, mobilité et formation
Tel : 05 55 12 00 87 - courriel : carole.beyssac@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ingénieur(e) d'études
chargé(e) des protocoles de l'inventaire forestier national

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt. Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution. Les principales données de l'Institut sont disponibles en ligne sur le site Géoportail et depuis 2021 en accès libre et gratuit. Les productions de l'IGN sont tournées vers l'appui aux politiques publiques : environnement, aménagement du territoire, ville durable, prévention des risques, agriculture, armées.... Dans un nombre croissant de domaines, l'IGN développe des productions collaboratives avec des collectivités locales et des communautés d'acteurs publics, privés ou citoyens.
Grâce à son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche pluridisciplinaires, l'institut dispose d'un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.). L'IGN s'appuie sur près de 1500 agents, actifs dans l'ensemble des régions.

Contexte du poste

L'IGN a en charge l'inventaire forestier national, enquête publique à caractère obligatoire visant à décrire les forêts françaises et plus généralement les écosystèmes forestiers (surface forestière, volume de bois, flux de matière, flore, pédologie, etc.).
Le Service de l'Information Statistique e Forestière et Environnementale et les divisions inventaire forestier des cinq directions territoriales de l'IGN sont chargés de réaliser l'inventaire forestier national : définition des méthodes, collecte d'informations par photo-interprétation (analyse de 90 000 points par an) et sur le terrain (14 000 placettes par an sont inventoriées par 25 équipes réparties sur le territoire métropolitain), traitement et analyse des données et diffusion (http://inventaire-forestier.ign.fr).

L'équipe produit « Inventaire forestier » organise, pilote et contrôle la collecte des données (photo-interprétation et terrain) de l'enquête statistique annuelle d'inventaire forestier. Elle élabore les documents de référence concernant les instructions à appliquer par les opérateurs chargés de l'enquête. Elle mène le contrôle qualité en pilotant le contrôle national.
Elle assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des chaines informatiques de collecte et dans une moindre mesure de traitement des données d'inventaire.
Elle assure le passage des données de la base de collecte à la base de production. Avec les experts base de données et statistiques, elle maintient à jour le système de métadonnées et la documentation technique concernant les données.
L'équipe produit participe aux groupes de travail techniques sur l'inventaire pour faire évoluer la méthode d'inventaire, élabore, teste et met en œuvre les évolutions retenues, assurer une veille technologique sur les matériels utilisés pour la collecte.

Mission

L'IGN recherche pour son équipe produit un(e) ingénieur(e) d'études en charge des protocoles de collecte de données de l'inventaire forestier.

Ses actions principales seront :
- Rédiger les protocoles de collecte de données de l'inventaire forestier en vue de leur application ;
- Analyser les données collectées afin d'améliorer les protocoles de collecte et leur application ;

- Contribuer aux spécifications des applications informatiques utilisées pour la collecte des données ;
- Animer le réseau de l'encadrement technique des collecteurs (10 personnes) ;
- Solliciter des experts externes (ONF, CNPF, DSF, INRAE, OFB, etc.) pour recueillir leurs avis sur les évolutions proposées de protocole ou le développement de nouveaux protocoles ;
- Assurer la veille technologique sur tout le matériel utilisé pour la collecte des données

L'ingénieur(e) d'études en charge des protocoles évolue au sein d'une équipe motivée et dynamique située à Nogent sur Vernisson. Il est en relation constante avec les agents en charge de l'inventaire dans les cinq directions territoriales de l'IGN. Il travaille sur certaines thématiques en relation étroite avec les experts internes ou externes du domaine.

Qui êtes-vous ?

Vous êtes un(e) ingénieur(e) forestier (ou équivalent) avec une première expérience dans la définition, la rédaction, le suivi et l'analyse de mesures et d'observations protocolées.

Vous êtes une personne rigoureuse et organisée. Vous aimez prendre des initiatives et êtes réactive en toutes circonstances.

Vous travaillez de manière autonome tout en rendant compte au sein d'une équipe. Vous êtes pédagogue et vous savez animer un groupe de travail.

Vous êtes fonctionnaire de catégorie A ou vous être prêt pour vous investir sur un CDD de 3 ans.

Pourquoi nous rejoindre ?

Vous travaillerez au sein d'une équipe engagée sur un poste visant à une connaissance objective et partagée de la forêt française.

Vous évoluerez dans un cadre très agréable (château dans un parc arboré) à Nogent sur Vernisson (45).

Vous réaliserez des déplacements ponctuels sur tout le territoire métropolitain vous permettant de rencontrer les différents acteurs de l'inventaire forestier et de découvrir la diversité de la forêt française.

Vous évoluerez au sein d'un établissement donnant accès à de nombreuses activités culturelles et sportives. Vous disposez d'une cantine et/ou de chèques restaurant pour le repas du midi.

Contacts

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV + pour les fonctionnaires dernier arrêté de changement d'échelon + 2 dernières fiches d'évaluation) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

en précisant impérativement la référence : CMO/ING-ETU/PROTOC_INV-FOREST

Renseignements techniques

Stéphanie Wurpillot, Cheffe du service de l'information statistique forestière et environnementale,
tel : 02 38 28 18 18 – courriel : stephanie.wurpillot@ign.fr

Thierry Touzet, Chef de l'équipe produit « inventaire forestier »,
tel : 02 38 28 18 25 – courriel : thierry.touzet@ign.fr

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Arabie saoudite

Zone d'activité régionale : Pays du Golfe (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, Koweït,

Sultanat d'Oman, Yémen, Bahreïn)

Prise de poste souhaitée pour le 01/02/2022

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Riyad auprès de l'Ambassade de France en Arabie saoudite, le Conseiller pour les affaires agricoles en Arabie saoudite aura pour missions, dans sa zone de compétence et dans le cadre de la stratégie Europe et Internationale du ministère de l'agriculture et de l'alimentation :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAA, sur l'évolution de l'agriculture, de la pêche, de l'agroalimentaire et des forêts des pays de la zone, les orientations des politiques publiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche/forêt et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, *etc*.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, CSA, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, *Codex Alimentarius*, *etc*.) ;
- d'accompagner la préparation et la conduite en lien avec la DGAL et FranceAgriMer des négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, de prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et d'en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV-FVI) ;
- de favoriser, en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la promotion à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français (SOPEXA), et les organisations représentatives professionnelles, le développement

du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;

- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et/ou du MAA notamment en ce qui concerne le « Programme France Export » de Business France, et les actions de la concession de service public de SOPEXA ;

- le cas échéant, de contribuer avec la Team France Export (Business France, CCI) et les instances concernées à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant vers ces pays ;
- de mettre en œuvre la « stratégie Europe et international » du MAA, y compris la « stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés », ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises pour les pays dont il a la charge ;
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement, la formation et la recherche agricoles français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;
- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

QUALITÉS REQUISES

- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières.
- Grande autonomie, forte réactivité, rigueur, esprit d'initiative, et de synthèse.
- Maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit.
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable.
- Capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade.
- Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel.

- Sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale.
- Autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du Service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Françoise SIMON –Sous-directrice International – DGPE

01 49 55 53 41– francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, mél : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) d'unité

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 20262	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **2 si corps des attachés d'administration** **2 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Filière d'emploi : 17 – Administration générale	
Poste vacant – Prise de fonction au 15/11/2021	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la direction des interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Missions et activités principales :

L'agent en charge de l'unité gère le dispositif d'aide au fonds opérationnel conformément aux dispositions réglementaires. Il organise et coordonne l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif.

Missions et activités principales :

- Anticiper et préparer, en liaison avec les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures et le paiement des aides fonds opérationnel
- Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement
- Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction, la supervision et l'ordonnancement des montants à payer
- Garantir le respect des procédures et des obligations réglementaires
- Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le MAA et les représentants de la filière
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du ministère ou de l'UE

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres unités du service et de la direction des interventions, agence comptable, service des contrôles, service juridique, délégué filières
- Services du ministère de l'agriculture, en particulier DGPE : bureaux des fruits et légumes, des relations économiques et des statuts des entreprise ; des audits et contrôles
- Organisations de producteurs, entreprises et familles professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité,
- la réglementation relative aux dispositifs communautaires gérés,
- les règles horizontales ou lignes directrices communautaires s'appliquant aux dispositifs gérés,

Savoir-faire / Maîtrise

- les procédures internes de gestion,
- les techniques de management et les appliquer à l'équipe en place,
- la conception et la mise en œuvre des procédures,
- le pilotage de l'activité de l'unité au regard des délais et des obligations relevant des dispositifs gérés.

Diplôme – Expérience professionnelle

Une expérience dans le domaine du management d'une équipe et de projets est nécessaire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Pour les candidats contractuels un diplôme de niveau bac+3 minimum est requis

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Sébastien COUDERC, directeur des interventions
Sébastien.couderc@franceagrimer.fr Tél. : 01 73 30 22 72

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
thierry.janvier@franceagrimer.fr Tél. : 01 73 30 29 80

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29 octobre 2021

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : CA -NP – 2021 – 21-RM-06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e)

Chargé de projet (F/H)
« adaptation au changement climatique sur l'estuaire de la Loire »
(CDD de 3 ans)
au sein de la délégation Centre-Atlantique à Rochefort (17)

CDD de 3 ans, poste à temps complet, ouvert aux agents de catégorie A accessible:

-Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)

-Aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 205 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Centre-Atlantique est composée de 10 agents. Elle est basée à Rochefort et intervient sur les départements de Loire-Atlantique, Vendée et Charente-Maritime. Sur ce territoire, le Conservatoire est propriétaire de plus de 15 000 ha répartis sur 70 sites.

Description des missions

Le Conservatoire du littoral est propriétaire de plus de 2 700 ha sur l'Estuaire de la Loire, répartis sur une dizaine de communes. Ces terrains sont gérés par le Département de Loire-Atlantique, dans le cadre d'un plan de gestion en cours de mise en oeuvre pour la période 2016-2027.

Sur la commune de Corsept, en partie aval de l'estuaire, près de 300 ha de terres situées en bordure de Loire sont déconnectés du fleuve par une digue en terre de plusieurs km, construite au début des années 90, mais ne protégeant pas suffisamment d'enjeux pour être inscrite dans le système d'endiguement du territoire. Cette digue va être déclassée et la question de son devenir et du devenir des terrains en arrière est donc posée. Le Conservatoire du littoral a proposé à la commune la mise en place d'une démarche prospective d'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie de gestion du trait de côte, via l'étude de différents scénarii d'évolution possible de son territoire. La réalisation d'un état des lieux et l'animation d'une démarche prospective sur un ensemble large de thématiques croisées (histoire, paysage, hydro-dynamique, écologie, agriculture, usages, perceptions sociales…) constitue donc le cœur de la mission. Dans le contexte de changement climatique, différents scénarii devront être proposés et concertés avec les acteurs du territoire, en articulation étroite avec l'intercommunalité en charge de la GEMAPI. Ce projet est par ailleurs soutenu par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne dans le cadre d'un appel à initiatives sur la biodiversité marine et côtière.

La démarche à mettre en œuvre s'inscrit dans la même logique que celle actuellement expérimentée par l'établissement au sein du projet LIFE Adapto - www.lifeadapto.eu Ce projet, qui se termine fin 2022, vise à démontrer l'intérêt et la faisabilité d'une gestion souple du trait de côte comme stratégie d'adaptation du littoral au changement climatique à partir de 10 territoires pilotes. La capitalisation des expériences acquises grâce à Adapto devra être valorisée dans ce projet, et des synergies seront à rechercher avec les territoires pilotes Adapto et leurs acteurs.

Pour l'animation et la mise en œuvre de ce dispositif sur les trois ans à venir, il est donc prévu le recrutement d'un chargé de projet, dont les missions principales seront les suivantes :

- Assurer l'animation, la mise en œuvre et le suivi du programme envisagé sur les trois années du projet, en articulation étroite avec la commune et les autres partenaires du territoire. Etre force de proposition pour préciser et développer ce programme en s'appuyant sur l'expérience de la démarche nationale Adapto.
- Proposer les partenariats cadre à établir pour la mise en œuvre du programme, organiser la concertation nécessaire, rédiger et suivre la mise en œuvre des conventions partenariales et financières associées.
- Rédiger les cahiers des charges des études à réaliser sur les différentes thématiques, en assurer l'animation et le suivi.
- Organiser au plan local les réunions nécessaires à la bonne marche du programme (d'information, de concertation/médiation, comité technique, comité de pilotage…).
- Rédiger les rapports de synthèse à destination des financeurs.
- Contribuer activement à l'organisation des échanges d'expérience et à la rédaction des documents destinés à promouvoir les résultats du programme, en lien notamment avec la stratégie de capitalisation et de communication du Conservatoire du littoral.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'agent est en relation hiérarchique avec le Délégué de rivages et en relation fonctionnelle avec le Délégué de rivages adjoint, en charge du suivi des actions de l'établissement sur l'Estuaire de la Loire. Il sera en relation technique avec l'équipe Adapto et le chargé de mission national interface terre-mer.

Profil et compétences requises

- Expérience en gestion et suivi de projets.
- Compétences techniques généralistes.
- Connaissances techniques en risques littoraux, solutions fondées sur la nature et changement climatique très appréciées.
- Rigueur, organisation, autonomie
- Capacités de synthèse et qualités rédactionnelles.
- Très bon relationnel, capacités de médiation et d'animation de réunions
- Mobilité géographique régulière, permis B
- Connaissances SIG appréciées.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir dès que possible. Il est localisé à Rochefort (17) au siège de la délégation de rivages, avec possibilité de délocalisation géographique à moyen terme sur Nantes (44).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation) accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires sont à faire parvenir au plus tard **le dimanche 31 octobre 2021** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***

GUEVEL Jérôme, délégué de rivages adjoint - 06 14 47 04 39
j.guevel@conservatoire-du-littoral.fr;